

## Cuprins

<i>Introducere</i> .....	4
<b>1. La pertinence de la thématique abordée dans le plan de la projection historiographique</b> .....	4
1.1 <i>Dans le plan historique</i> .....	4
1.2 <i>De la perspective personnelle</i> .....	14
1.3 <i>Comme avancement du point de vue scientifique</i> .....	20
<b>2. L’historiographie de la problématique étudiée</b> .....	23
<b>3. Les sources de la recherche</b> .....	27
<b>4. La méthodologie de travail</b> .....	32
<b>5. La structure de l’ouvrage</b> .....	34
<i>Capitolul 1: Eléments du passé de l’Eglise Roumaine Unie à Rome, Grecque-Catholique. Formes d’organisation de l’Archidiocèse de Alba-Iulia et Făgăraș</i> .....	36
<b>1. L’évolution historique du Diocèse de Făgăraș (Fagarasiensis Romenorum) vers l’Archidiocèse Métropolitain Grecque-Catholique Roumain de Alba-Iulia et Făgăraș (Archidioecesis Fagarasiensis et Albae Iuliensis Romenorum)</b> .....	42
<b>2. Vicariat gréco-catholique de Bucarest et l’ancien Royaume</b> .....	89
2.1 <i>Les premières communautés grecque-catholiques de Bucarest</i> .....	89
2.2 <i>La paroisse “Saint Basile le Grand” de Bucarest – communauté grecque-catholique emblématique</i> .....	98
<b>3. Le Décanat de Brașov et les paroisses importantes y arrondées administrativement</b> .....	103
<b>4. Le Vicariat grecque-catholique de Făgăraș</b> .....	119
<b>5. Conclusions</b> .....	158
<i>Capitolul 2: Les relations entre l’État et l’Église pendant les années de la terreur communiste</i> .....	161
<b>1. La situation de l’Église Catholique de Roumanie pendant les années de l’ascension des communistes au Gouvernement</b> .....	173
<b>2. La réconfiguration des rapports entre les autorités de l’État et les confessions religieuses</b> .....	180

3. De l'immixtion subtile dans la vie des communautés religieuses à la transformation brutale de l'existence spirituelle des roumains. Implications au niveau des associations et des réunions religieuses grecque-catholiques .....	189
4. Conclusions .....	210
 <i>Capitolul 3: L'existence en-dessous des limites de la normalité de l'Église Roumaine Unie à Rome pendant la période 1948 – 1964: partie de la résistance anticommuniste de Roumanie .....</i>	
<i>214</i>	
1. Des structures territorial-administratives représentatives de l'église pour la zone de référence. Leur état au moment du déclenchement de la persécution .....	214
1.1 Le Vicariat grecque-catholique de Bucarest.....	214
1.2 Le Décanat de Braşov.....	222
1.3 Le Vicariat grecque-catholique de Făgăraş.....	237
2. Le déclenchement de la persécution contre l'Église Roumaine Unie à Rome .....	246
2.1 La restructuration du cadre légal .....	246
2.2 Le déroulement du processus de „retour“ à l'orthodoxie – étapes chronologiques et particularités zonales .....	301
2.3 L'arrestation du Corps des évêques et au clergé représentatif.....	328
2.4 La résistance grecque-catholique après l'abolissement de l'Église Roumaine Unie à Rome et les efforts des organes de Sécurité dans la direction de l'identification et de l'annihilation des groupements grecque-catholiques qui fonctionnaient illégalement.....	341
2.5 Le redressement successif des structures hiérarchiques par les consécrationes en clandestinité .....	345
2.6 Des aspects de l'„activité subversive“ dans le cadre du Vicariat „clandestin“ de Bucarest .....	353
2.6.1 Le noyau de résistance auprès de la Nonciature Apostolique	353
2.6.2 La Congrégation du Cœur Immaculé – la Communauté monacale résistante autour de la moniale Ionela (Maria) Cotoi	358
2.6.3 Des séquences inédites du processus de „retour“ à l'orthodoxie surprises dans les paroisses de Făgăraş et Braşov	
3. Conclusions .....	365

<b>Capitolul 4: L'Église Roumaine Unie à Rome – L'Église-témoin des catacombes (1964 – 1989).....</b>	<b>371</b>
<b>1. La détente de la vie politique roumaine après la Déclaration des principes d'avril 1964 – préliminaires et implications pour le déroulement de la vie des cultes religieux dans la Roumanie communiste.....</b>	<b>371</b>
<b>2. Les réalités implacables de la „survie“ de l'Église Roumaine Unie à Rome, Grecque-Catholique, pendant la période du „dégel“ produit par la détente et l'amnistie générale de 1964 – problèmes d'État selon les autorités communistes .....</b>	<b>377</b>
<b>3. L'évolution sinueuse des contacts sporadiques entre la Roumanie et le Saint-Siège: tatonnements et émissaires .....</b>	<b>393</b>
3.1 <i>Divide et impera – l'application du principe de la double mesure attitudinale des autorités communistes envers l'Église Catholique des deux rites de Roumanie.....</i>	<i>393</i>
3.2 <i>L'Église Grecque-Catholique pendant la nouvelle étape de l'illégalité. Les transformations produites au niveau de la hiérarchie clandestine .....</i>	<i>401</i>
3.3 <i>Les dirigeants communiste en „pèlerinage“ à Vatican et les efforts de l'épiscopat grecque-catholique, non reconnu par les autorités communistes, dans la direction de la mise à l'écart de l'injustice commise en 1948 et semblant à la légalité .....</i>	<i>402</i>
3.4 <i>La réaction attitudinale du Pape Paul le VI<sup>e</sup> et les efforts de la Curie Romaine en vue de l'amélioration des relations avec l'État roumain. Les implications de la „ost politique“ du Vatican de la perspective de l'autorité religieuse catholique reconnue jusqu'au niveau des structures illégales ecclésiastiques de la zone de référence.....</i>	<i>418</i>
3.5 <i>Les émissaires du Saint-Siège et leurs périples en Roumanie / Emisarii Sfântului Scaun și periplurile lor prin România.....</i>	<i>435</i>
<b>4. Des prélats grecque-catholiques et la hiérarchie religieuse durant la dernière décennie d'illégalité de l'Église Roumaine Unie à Rome .....</b>	<b>446</b>
<b>5. Conclusions .....</b>	<b>461</b>
<b><i>Bibliographie .....</i></b>	<b><i>462</i></b>
<b><i>Annexes .....</i></b>	<b><i>479</i></b>

Arrivé à la fin d'une activité que j'ai souhaitée très élaborée, je dois constater certaines choses, tout d'abord pour avoir la conscience tranquille. Et cette tranquillité se manifeste uniquement par la satisfaction du travail achevé au moment de la découverte par soi-même de l'ancienne expression: *agi quod agis*<sup>1</sup>. C'est pourquoi l'aspect essentiel qui a constitué le fondement de l'élaboration de cette thèse de doctorat a été tout d'abord exprimé par une nécessité pragmatique d'envergure. Cette nécessité a contribué d'une manière significative au processus du déclenchement de la rédaction de cet ouvrage, dès que j'ai dépassé les premières étapes après avoir reçu l'accord pour rédiger la thèse, afin d'obtenir le titre de docteur en histoire. Concrètement, il a été d'abord question d'un traitement insuffisant des sujets qui puissent refléter la perspective historiographique du passé récent d'une partie géographique importante du territoire canonique de l'Eglise Roumaine Unie à Rome, Grécque-Catholique.

Il est vrai que les deux dernières décennies ont marqué des réorientations dans le sens de la prise en considération des réalités historiques de la période du régime communiste. Mais généralement, elles se sont appuyées dans l'analyse de l'impact négatif de la perspective historique, ayant mis globalement l'accent surtout sur la disparition du culte grecque-catholique. En comparaison avec la zone de référence de ce travail, privée de cette prérogative et qui n'a pas bénéficié d'une „radiographie” historique récente élaborée par des études de spécialité, d'autres régions ont profité d'un „traitement” privilégié et se retrouvent généreusement dans les pages de tels ouvrages. Mon but était donc d'offrir une véritable „carte de visite” des territoires auxquels je suis rattaché surtout de point de vue spirituel, comme expression de ma reconnaissance envers les lieux qui ont marqué mon existence jusqu'à présent.

---

<sup>1</sup> Expression attribuée au Saint Marc, qui signifie „Sois attentif à ce que tu fais”

Ensuite, tenant compte toujours de la perspective de la nécessité, il faut admettre la quasi-inexistence de monographies historiques d'envergure. Dans le cas d'autres parties composantes de la province métropolitaine unie, des ouvrages spécifiques ont été réalisés le long du temps. Par contre, il n'a presque rien été écrit en ce qui concerne les facettes explicitées des manifestations spirituelles et religieuses spécifiques au culte roumain uni, considérées illégales par les autorités politiques, et qui se sont déroulées pendant la période communiste et dans une zone située en-dehors de l'espace géographique traditionnel de l'existence et du fonctionnement administratif de l'Eglise Grecque-Catholique roumaine. Cette thèse tente de compléter d'une certaine manière un vide informatif, qui nécessite encore des gros efforts et des recherches assidues.

Ainsi, le but fondamental de ce travail a été celui de mettre en évidence l'opposition de l'année 1948, en faisant des références seulement à la partie sud-est de l'Archevêché Roumaine Unie à Rome, Grecque-Catholique, de Alba-Iulia et Făgăraș. Ensuite, un deuxième but était de prouver l'existence et également la résistance tenace, avec les aspects particuliers, du clergé et des chrétiens restés fidèles à l'Eglise de Blaj, mise injustement en dehors de la loi. Dans ces circonstances, il s'imposait la redécouverte et la valorisation dans un plan supérieur de point de vue historiographique du phénomène de combat des différentes souffrances auxquelles ont été soumis les représentants du culte grecque-catholique. Celui-ci étant déclaré illégal sur l'entièreté du territoire du pays, par les détails exposés dans la thèse de doctorat, j'ai eu comme but de démontrer que parmi ceux qui s'y sont opposés, on retrouve également, bien mis en évidence, les fidèles de rite oriental de Rome, habitant les territoires de Făgăraș, Brașov ou Bucarest, la capitale du pays.

Parallèlement, le travail a également eu comme but une deuxième finalité. Le long du temps, des accusations ont été lancées, jusqu'à présent dans une gamme diversifiée de tonalités, vis-à-vis une „*soi-disant inconséquence*“ imputable aux historiens uniates en ce qui concerne le traitement de la problématique du début et de l'intégration de l'Eglise Roumaine Unie à Rome, Grecque-Catholique, dans l'espace spirituel et culturel roumain. Ces contraintes externes m'ont déterminé d'aborder la majorité des aspects insérés, qui visent le passé du culte, seulement de la perspective de l'exposé. En fait, la peur de ne pas se laisser entraîné inutilement dans une polémique stérile, qui n'a aucun lien avec l'apport scientifique authentique, m'a aidé finalement à résister à la tentation facile d'aborder soit d'une manière triomphale, en hyperbolisant la réalité historique, soit à ignorer jusqu'au dérisoire l'opposition et les souffrances des chrétiens ou celles du clergé grecque-catholique. J'ai procédé donc au recueillement et à l'insertion de plusieurs détails inédits, qui prouvent incontestablement la persécution et les modalités par lesquelles celle-ci a été combattue, en les exposant fidèlement sous la forme dans laquelle elles ont été conservées dans les fonds des archives consultés, sans intervenir d'une façon ou d'une autre en ce qui concerne leur appréciation d'une manière subjective.

En même temps, j'ai constamment fait attention à ne pas tomber dans le piège d'un autre obstacle, également imputable aux historiens uniates, justement à cause de leur appartenance confessionnelle. Il s'agit du fait que pendant longtemps, explicitement ou seulement suggéré, on a attribué aux représentants de l'Eglise Roumaine Unie à Rome des différents niveaux hiérarchiques un lourd sentiment d'isolation. En ignorant avec modestie l'apport significatif de leur culte à l'évolution de la société roumaine de la Transylvanie, surtout pendant l'époque pré-moderne

et moderne, les fidèles grecque-catholiques roumains ont gardé dans leurs têtes l'idée que, étant donnée la différence confessionnelle, les autres roumains les ostracisaient, se délimitaient d'eux, en les considérant une catégorie à part.

C'est ainsi que s'explique, par exemple, pourquoi, en même temps que le passage impitoyable des années, certains des auteurs uniates se sont positionnés en quelque sorte aux limites extrêmes lors de la perception du phénomène de l'Union religieuse d'une partie substantielle de roumains transylvains avec la Rome catholique. Ou qu'ils ont procédé d'une manière similaire pour la perception du rôle et de la place de l'Eglise de Blaj dans la spiritualité roumaine. Le reproche imputé à une certaine partie d'entre eux, situés à proximité des structures et niveaux administratifs ecclésiastiques, c'est qu'ils ont mythifié les deux phénomènes historiques. L'accusation la plus grave l'a constitué le fait qu'ils ont utilisé une palette chromatique idyllique dans la description de l'impacte de ceux-ci sur l'évolution de la société roumaine.

A l'antipode se situe l'autre catégorie d'auteurs, qui, éloignés du lieu d'origine et déplacés dans les provinces roumaines en dehors des Carpathes, ont fait une erreur, en répudiant jusqu'à la non-reconnaissance leurs origines. „*La faute capitale*“ attribuée aux derniers consiste en l'aisance exprimée au moment où ils ont procédé à l'emploi de la terminologie et même de la vision historiographique orthodoxe pour la réception et la définition des phénomènes historiques mentionnés supra. Finalement, il s'avère qu'en abordant une attitude entre les deux situations citées plus haut, la ligne intermédiaire serait idéale lors du traitement d'une thématique de telle envergure.

De cette perspective, compte tenant des astreintes de l'autocensure et de la finalité recherchée, je n'ai pas hésité à

entamer la rédaction de cette étude, dédiée intégralement à l'espace de provenance et celui fonctionnel et professionnel du présent. C'est n'est pas en dernier lieu qu'après avoir réalisé toutes les étapes sus-mentionnées, selon la vision de l'auteur, l'ouvrage devrait devenir non seulement une modeste, mais également intentionnée et argumentée contribution pour la connaissance et la valorisation en plan supérieur des aspects définitoires de la résistance face à la perfide persécution athéo-matérialiste. L'équilibre de l'exposé n'altère en rien le patriotisme vécu spirituellement, par ceux qui représentent nos ancêtres et modèles de référence. Sans être criée d'une manière déplacée, l'amour des uniates pour le peuple et leur pays reste une attitude comportementale définitoire, démontrée à l'aide des arguments historiques incontestables. C'est justement cet amour qui m'a inspiré lors de la rédaction de cette thèse. Mais, en plus, elle ne laisse pas indifférentes d'autres personnes, dont les esprits ne sont pas corrompus par des souffrances ou passions.

De plus, en suivant la logique des idées déjà développées ci-dessus, dans la perspective de l'acceptation de son contenu, par le biais de la reconnaissance du surplus de nouveauté qu'elle apporte de point de vue scientifique, cette thèse pourrait imposer par après son incorporation dans un ouvrage exhaustif encore tant attendu. Je ne suis pas le premier qui insiste sur la nécessité de l'apparition d'un projet d'envergure, qui puisse refléter objectivement la totalité de la souffrance de la deuxième Eglise roumaine, surtout pendant les dernières six ou sept décennies écoulées.

Après avoir établi les objectifs devant être atteints, j'ai procédé effectivement au recueil des informations à l'état brut, qui ont constitué l'échafaudage de la thèse. Le fil conducteur de cette activité a consisté en la combinaison de données et informations retrouvées dans les ouvrages de spécialité parcourus, dédiés aux aspects concernant la vie ecclésiastique à des moments et étapes



historiques différentes. La prépondérance de l'accent de la démarche cognitive a été dirigé vers les sources déjà publiées, qui avaient abordé la problématique de l'existence de l'Eglise Roumaine Unie à Rome. J'ai ajouté à ces informations éditées le long du temps, et cela le plus harmonieux possible, le surplus appréciable de nouvelles données et détails obtenus pendant le travail d'examination des fonds archivistiques consultés sans intermédiaire, avant et pendant la période des années dédiées à la rédaction de la thèse. Trois aspects très importants qui méritent d'être évidenciés ici résident dans le fait que les matériaux examinés, provenant des archives, sont pour la plupart inédits, que, personnellement, j'ai eu le privilège de les avoir identifiés pour la première fois, et qu'il sont en lien évident avec la zone de référence.

Je mentionne que pour la familiarisation avec le style de rédaction du thème selon d'autres perspectives d'inspiration, j'ai d'abord parcouru une série d'ouvrages qui constituent un vrai „trésor“ pour l'historiographie grecque-catholique. Mon inspiration provient en bonne partie de ces matériaux et la réalisation de mon mémoire est due, aussi, à leur contenu d'informations. Parmi ces sources, je cite quelques titres: *L'Eglise Roumaine Unie à Rome - 250 années d'histoire*, *L'histoire ecclésiastique des roumains transylvains*, *Catholicisme et Orthodoxie roumaine – court historique de l'Eglise Roumaine Unie*, *Le Cardinal Iuliu Hossu*, *De l'histoire de l'Eglise Roumaine Unie* ou encore *Les douze Evêques martyrs de l'Eglise Roumaine Unie*.

Il faut souligner qu'en plus de ces ouvrages de référence, j'ai accordé une attention particulière aux autres études citées dans ma thèse. Il est évident qu'elles ont été mentionnées en fonction de la proportion dans laquelle elles ont servi à l'argumentation des idées y débattues. Après l'étude de ces ouvrages généraux ou parallèlement à leur consultation, j'ai dédié une bonne partie du

temps alloué à la rédaction de la thèse à la consultation des fonds archivistiques qui font partie de l'archive du Conseil National pour l'Etude des Archives de la Sécurité (C.N.S.A.S.).

J'ai procédé ainsi, étant convaincu que leur contenu inédit est incontestable. Je reconnais avec regret que le désir de rechercher dans les fonds archivistiques qui ont été créés par l'ancien Département des Cultes et ceux de la collection des fonds spéciaux de l'Académie Roumaine est resté au stade de projet. Dans le futur, surtout grâce au fait que le Secrétariat de l'État pour les Cultes à transféré aux Archives Nationales une série importante de documents concernant la période de la deuxième moitié du siècle passé, je souhaite continuer à développer le travail de recherche, en me penchant sur les documents de ces archives.

En même temps, je considère que l'importance accordée à ce genre de matériaux ressort justement du fait que, vu qu'ils proviennent des documents opératifs (de travail) issus de l'ancienne „Sécurité“ pour combattre la résistance religieuse, il n'y avait pas de raison pour „*cosmetiser*“ la réalité. Il s'impose également l'observation qu'il n'existe aucun doute sur leur originalité. Par ailleurs, jusqu'en décembre 1989, ils étaient intangibles pour toute personne extérieure à l'institution de la Sécurité, cette archive étant gérée de manière discrétionnaire par les employés de la police politique communiste lors du déroulement de leur mission répressive. Sans doute que leur transmission doit être faite avec circonspection. S'il n'y a pas de doute en ce qui concerne leur originalité, la réticence pour leur utilisation intégrale est donnée par le sentiment qu'ils reflètent seulement la perspective officielle du déroulement des événements analysés. En conséquence, le risque de l'acceptation en totalité des informations ainsi prélevées est directement proportionnel avec l'inédit et la nouveauté des aspects dévoilés.

Initialement, à partir du courant de l'année 1996, j'ai eu accès intermédié, seulement comme chercheur individuel à l'Archive du Service Roumain d'Informations. J'ai initié la démarche grâce au mandat par lequel j'avais été nommé membre dans la commission métropolitaine pour la sélection et la classification des documents liés à la cause de canonisation des évêques grec-catholiques décédés en détention. A cette période-là, l'archive du principal service de sûreté et de sécurité du pays a constitué, pour une période appréciable de temps, l'abri de la plus grande partie des matériaux documentaires classifiés provenant des anciennes structures opératives de la Sécurité de l'Etat.

À mon plus grand regret, l'enthousiasme nourri au départ par l'idée de l'accès à ce véritable „*filon*“ riche en matériaux faisant référence à la persécution religieuse en Roumanie s'est estompé, et s'est érodé peu après. Les documents qui sortaient à la lumière étaient attentivement filtrés par les employés de la salle de lecture aménagée dans le bâtiment abritant l'archive SRI. La plupart des personnes qui mettaient à la disposition des chercheurs les documents étaient, d'une façon ou d'une autre, tributaires au spectre sombre de l'existence antérieure de la Sécurité. Certains d'entre eux avaient été des officiers actifs des différentes directions de cette institution inspirant la crainte. D'autres étaient inspirés par les méthodes et la manière de travail de celle-ci. Mais tous actionnaient comme une seule et même personne, en camouflant „*démocratiquement*“, ou en faisant tout ce qui était humainement possible pour masquer les machinations criminelles, déroulées par la Sécurité, il y a presqu'un demi-siècle.

Par après, à partir du mois de juin 2000, après la promulgation de la Loi n° 187 du 07 décembre 1999 *portant sur l'accès au dossier personnel et la déconspiration de la Sécurité en tant que police politique*, je suis devenu fonctionnaire du Conseil National pour

l'Étude des Archives de la Sécurité (C.N.S.A.S.), l'institution créée dans le but d'étudier ce phénomène historique. D'ailleurs, ultérieurement à mon recrutement au C.N.S.A.S., j'y ai été accrédité en tant que chercheur. Donc je continuais le travail d'identification et d'enrichissement d'une nouvelle perspective des sources documentaires, que j'ai réunies finalement dans les pages de ma thèse. Tant les nouveaux matériaux, que ceux identifiés antérieurement, retrouvés avec beaucoup de difficulté dans les dossiers de l'archive, portent également l'aval de l'authenticité indubitable de la police politique. Il est inutile de mentionner que l'authenticité provient de la „*rigurosité*“ unilatéralement reconnue des méthodes de contrainte employées par l'appareil repressif du régime matérialiste-athée, pour combattre la totalité des aspects anticommunistes.

Comme je l'ai déjà affirmé antérieurement, la finalité de la rédaction d'une thèse de doctorat, rapportée à un espace géographique régional et qui recherche le phénomène historique complexe de l'interdiction du culte grecque-catholique de notre pays, constitue un effort considérable. En même temps, cela développe à n'importe quel moment la tendance de devenir également une épreuve pour dépasser ses propres capacités pour l'historien qui choisit d'aborder cette méthode analytique. Plusieurs inconnues agacent l'auteur pendant le déroulement du projet d'étude, en rapport avec le thème débattu et les états par lesquels il passe jusqu'à la finalisation de son projet. Souvent, ces états lui donnent la sensation qu'il lui est impossible de dépasser certains obstacles insurmontables. Cet état continue à se manifester jusqu'au dernier moment, même longtemps après la finalisation de la thèse dans une variante qui puisse le satisfaire.

La période qui nous sépare de ces moments constitue l'un des impédiments le plus important qui doit absolument être dépassé lors

de telles démarches de la recherche. Ce n'est pas par hasard que j'y fais référence. Ce sont des moments qui „donnent des maux de tête“ pendant la perception des événements qui constituent l'objet de l'étude. Je vise ici surtout, comme étant la „*période de référence*“ la plus lointaine, le moment du début de la persécution antireligieuse en Roumanie, après la deuxième guerre mondiale.

Une autre grande difficulté est constituée par l'identification des témoins encore vivants qui ont vécu ces temps apocalyptiques. Leur nombre a diminué significativement lors du passage implacable du temps, et le recueil avec enthousiasme, ainsi que le plus fidèlement possible de leurs témoignages reste en permanence une provocation difficile, intéressante, obligatoire et nécessaire.

Mais parmi toutes ces épreuves, la plus significative a été celle de l'identification des archives historiques constituées jusqu'en 1948 par les cinq diocèses de l'Église Unie à Rome, Grecque-Catholique, et éventuellement des endroits où elles ont été dispersées. Il faut saluer ici le geste de bienveillance de Son Excellence, l'Archevêque-Métropolitain dr. Nicolae Corneanu, le haut prélat orthodoxe de Timișoara, qui, par un acte réparatoire unique de dignité, a ordonné la restitution des matériaux qui ont appartenu à l'Évêché Roumain Uni à Rome de Lugoj. Seulement le Diocèse Roumain Uni, Grecque-Catholique de Banat a pu profiter des fruits d'un geste normal et civilisé, par lequel la plupart des documents, conservés dans l'archive de la Métropole orthodoxe de Timișoara, ont pu revenir à leurs détenteurs de droit.

Malheureusement, le trajet parcouru par les archives des autres ordinariats épiscopaux, qui ont activé jusqu'à l'arrestation Chœur des Évêques uniates, reste une véritable énigme. L'arrestation administrative des hauts prélats titulaires des diocèses, la dissolution des chancelleries, ainsi que celle des structures administratif-ecclésiastiques ont déterminé la disparition des

archives. Plusieurs causes constituent le fondement de ce phénomène: une partie des documents a été détruite directement, *ad-hoc*, car ils ont été brûlés. Une autre partie a été transférée vers les archives des diocèses orthodoxes appartenant aux zones géographiques respectives ou directement vers Bucarest<sup>2</sup>. Généralement, mise à part l'archive historique du diocèse de Lugoj, toutes les autres archives semblent être disparues, sans possibilité de récupération. Il reste toujours une provocation pour les historiens rattachés à l'Eglise Roumaine Unie à Rome: identifier ou récupérer ce qui peut encore être sauvé de ces endroits abritant des témoignages incotestables concernant le fonctionnement de cette Eglise dans le temps, au sein, et pour l'intérêt de la nation roumaine.

Au moment de leur arrestation, les Evêques n'ont pas disposé de l'alternative de conservation de ces archives en sécurité. Le peu des documents qui nous sont parvenus ont été gardés au prix du risque imens assumé par les auteurs des gestes respectifs, et ils ont été récupérés après le choque des vagues des arrestations. Il s'agit bien sûr d'actes d'initiative individuelle, issus d'une envie personnelle, sentimentale et qui s'expliquent par le courage et le

---

2 Voir, en détail, l'A.C.N.S.A.S. – Fonds Documentaire „D“, le dossier nr. 69, vol. III, p. 140 – 143. La note DN 01562 du 26.09.1973, Emil Bobu vers Emil Bodnăraș: *Les matériaux suivants se retrouvent en original dans l'archive du Saint Synode de l'Eglise Orthodoxe Roumaine (Le Dossier 34 bis):*

- *L'engagement de 35 prêtres (signatures d'engagement de retour à l'Eglise Orthodoxe Roumaine - BOR);*
- *la proclamation du 01 octobre 1948/les signatures d'engagement de 37 décans pour et au nom de 437 prêtres;*
- *la motion du 21 octobre 1948/les signatures d'engagement de 37 décans pour et au nom de 437 prêtres;*
- *des tabels nominaux contenant les signatures d'engagement de 500 prêtres et concernant le retour (à l'Église Orthodoxe)“.*

Les deux hauts représentants du régime politique communiste tenaient à mentionner que, en dépit du fait qu'il s'agissait de documents importants, avec valeur historiographique, qui donnaient, d'une certaine manière, de la légitimité à la mise en illégalité de l'Eglise Roumaine Unie à Rome, étaient déposés dans des conditions impropres, ce qui à court terme avait comme potentielle conséquence leur détérioration, et donc inévitablement, leur destruction définitive.

dévouement de ceux qui ont agi de cette manière. Il est à noter que, pour des raisons variées, certaines d'entre eux seulement devinées, une partie des documents des archives diocésaines a été retenue par les organes repressifs de l'Etat. On les retrouve en tant que preuves d'incrimination dans les procès intentés au clergé respectif, pour garantir la base juridique de la condamnation en instance ou de la détention administrative de la hiérarchie<sup>3</sup>.

Ainsi, j'ai identifié la plupart des documents utilisés lors de la rédaction de la thèse de doctorat dans l'archive du Service Roumain d'Informations (S.R.I.) ou encore dans celle transférée pendant la dernière décennie vers le Conseil National pour l'Étude des Archives de la Sécurité, et surtout à partir de l'été 2006 jusqu'à présent. Ces documents ont été photocopiés pour les utiliser lors de la recherche en vue de la rédaction de la thèse. Parallèlement, une partie de ces matériaux ont subi une procédure typiquement ecclésiastique indépendante. Ils ont constitué un complément pour la documentation préparée pour le dossier concernant la cause de béatification des évêques grecque-catholiques roumains décédés en détention. De point de vue méthodologique, cette procédure prévoit, jusqu'à un certain point, un parcours similaire de recherche à celui de l'élaboration de n'importe quelle thèse de doctorat.

Comme déjà expliqué supra, le travail de recherche dans les archives n'a pas pu être considéré en soi comme une opération difficile ou avec une finalité à craindre. Mais, tant la phase de travail effectif dans les archives a été passionnante, tant les étapes préliminaires, c'est-à-dire l'obtention des accords pour pouvoir faire les recherches, ont été difficiles. Cet effort reçoit finalement la récompense, grâce à la valeur précieuse des matériaux découverts et, non en dernier lieu, à l'opportunité de les faire sortir de cet état anonyme ou de les partager avec les connaisseurs en la matière.

---

3 A.C.N.S.A.S., Fonds Pénal „P“, dossier nr. 13128.

Une fois dépassée l'étape lourde pour la réception de l'accord qui me permettait l'examen des documents des archives – base incontestable de la rédaction de ma thèse, l'opération proprement dite de leur consultation a consisté en l'examen d'un volume impressionnant de dossiers divers. Il s'agit de milliers de pages contenant des synthèses informatives, des notes ou des rapports de surveillance, des radiogrammes chiffrés, matériaux ayant un caractère confidentiel, ainsi que d'autres documents originaux propres aux organes de police politique ou provenant de diverses sources connexes. Toutes ces sources contenaient des références à l'Église Catholique Roumaine, tant de rite latin, que de rite oriental, byzantin. À mon regret, étant données la rigueur et les instructions strictes concernant la rédaction d'une thèse de doctorat, j'ai été obligé de mettre en valeur uniquement une partie des informations recueillies. Pour soutenir mes idées, j'ai choisi seulement les documents significatifs, qui répondaient directement à la thématique énoncée.

Malheureusement, la perception que j'ai eue pendant les moments initiaux lors de l'examen des dossiers reste toujours d'actualité. C'est-à-dire qu'il reste encore à identifier une multitude de sources documentaires, qui doivent être sorties à la lumière pour permettre la compréhension de l'histoire récente de l'Église Grecque-Catholique roumaine. Si, généralement, la perspective d'avoir des surprises de nature à démanteler intégralement les affirmations énoncées dans les pages de cette thèse est peu probable d'apparaître à ce moment, il ne faut pas ignorer la probabilité que dans le futur il y ait des preuves ou documents inconnus à cette époque, mais éloquentes, et qui soient découverts. D'un côté, la souffrance pour la foi des Evêques grecque-catholiques décédés en détention, et de l'autre côté l'opposition de l'Église Roumaine Unie contre sa mise en dehors de la loi oblige à des recherches plus



approfondies. En dépit de l'ampleur des efforts, l'impossibilité de la reconstruction intégrale de l'état physique antérieur au moment de la date du 1 décembre 1948 demeure toujours dramatique. La richesse patrimoniale et spirituelle existante au moment du déclenchement de la persécution restera seulement une revendication intangible. C'est à cette époque-là que les archives se sont éparpillées, les bibliothèques, les objets sacrés et les livres de culte – certains d'entre eux incunables, qui ont appartenu aux diocèses de l'Église de Blaj, tout comme les affaires personnelles des prélats arrêtés. Ce qui a été brûlé pendant des semaines (livres, actes ou lettres), ce qui a été confisqué et fondu lors de leur transfert vers la trésorerie de l'État (anneaux, croix pectorales et des objets de culte en matériaux précieux), des vraies merveilles de l'art de ce genre confisqués au moment de l'emprisonnement ne peut plus être identifié. D'autres biens, surtout les livres, les portraits officiels des hauts prélats, les documents manuscrits ou autres, également disparus, ont été déposés dans des espaces impropres, ont été traités sans le moindre intérêt, ce qui explique leur dégradation, mais aussi leur disparition et éloignement jusqu'à aujourd'hui<sup>4</sup>.

Du point de vue de la structure, je mentionne que je me suis efforcé d'élaborer la thèse en mode harmonieux, en créant quatre grands chapitres, distincts et précédés par l'introduction. J'ai souhaité que l'introduction, en tant que partie composante indépendante, mette en évidence synthétiquement l'importance du sujet de la perspective de l'apport personnel à l'enrichissement de la perspective de l'histoire de la résistance du culte roumain uniat, grecque-catholique. Il est évident que le but était de rester, le plus possible, seulement dans la zone d'intérêt de l'étude, et a visé essentiellement la deuxième moitié du siècle passé. D'ailleurs, le critère chronologique pour la rédaction de la thèse est

---

4 Ibidem.

indissolublement lié à la période du régime communiste – les années de la terreur et des persécutions dirigées contre tout ce qui représentait foi ou Église en Roumanie à cette époque-là. C'est toujours dans l'introduction que j'ai présenté *in extenso* tant les aspects généraux de la problématique abordée, que les sources de la recherche, mais aussi la méthodologie de travail appliquée dans les pages de la thèse.

Le premier chapitre effectue tout d'abord une radiographie historique du passé de l'Archêvêché Roumain à Rome, Grecque-Catholique, de Alba-Iulia et Făgăraș. J'ai désiré, et je considère que j'ai réussi finalement avec succès à esquisser une image véridique du premier diocèse apparu dans l'espace transylvain des territoires roumains. La rigueur imposée à une telle étude doctorale n'a pas facilité la présentation exhaustive des aspects du passé de l'Église de Blaj, ni leur examination jusqu'au plus petits détails. C'est pourquoi je considère que la présentation descriptive du Diocèse de Blaj le long du temps telle que décrite dans ce premier chapitre répond aux exigences générales imposées par la pratique universitaire.

Mais d'un autre côté, à cause du fait que toutes les trois unités administratives qui composent de point de vue canonique l'Église Roumaine Unie sont peu connues, même aux personnes avisées, il faut que je reconnaisse (que j'avoue) „*le pêché, la faute (le délit)*“ qui peut m'être reproché(e), c'est-à-dire que j'ai analysé en détail le passé de ces régions. Mais l'éventuelle inconséquence imputable ne sert pas à la muse Clio. Cela apporte, heureusement, un volume appréciable de nouvelles informations, qui colportent sans tente péjorative du terme, l'inédit de certains aspects peu familiers du passé de ces parties de l'espace roumain, en le mettant avec générosité à la disposition des intéressés.

Même si un peu plus modeste en ce qui concerne son extension en comparaison avec le premier chapitre, le deuxième chapitre, a été conçu comme une synthèse de l'inventaire de toutes les étapes néfastes qui ont marqué et facilité l'ascension foudroyante des communistes au pouvoir politique de notre pays. On y retrouve enchaînés, selon le graphique de leur déroulement dans le temps tous les actes politiques, non désirés à présent, mais vécus pleinement par les roumains à cette époque-là, et qui ont culminé avec la proclamation de l'État de „*democratie prolétaire*“, de la République Populaire Roumaine. Ont été passés en revue, l'un après l'autre, les évènements suivants: l'investiture du premier gouvernement dr. Petru Groza, les élections truquées du 19 novembre 1946, et par après l'abdication forcée ainsi que l'éloignement illégal du Roi Michel le I<sup>er</sup>. L'intention de l'auteur a été de trouver toutes les connexions possibles entre les moments de l'ascension des communistes au sommet de la hiérarchie politique roumaine, et la nécessité, différemment perçue par tous les dirigeants communistes, de la liquidation des structures ecclésiastiques de Roumanie, surtout celles grecque-catholiques, non maîtrisables.

Dans ce contexte, je considère comme un grand succès, et cela mérite donc d'être signalé, l'analyse approfondie, dédiée aux associations religieuses qui ont développé des activités jusqu'en 1948 dans l'atmosphère spirituelle de l'Église Roumaine Unie à Rome. Sans aucun doute, il existe plusieurs études consacrées à l'Association Générale des Roumains Unis (AGRU), à l'Association des Étudiants Roumains Unis (ASTRU) et aux Réunions Mariannes. Certaines informations provenant de ces études ont été généralement valorifiées par leur insertion dans la thèse, conformément aux normes méthodologiques. Mais l'élément novateur de la réussite est dû à l'armonisation des données générales, recueillies des sources

publiées sus-mentionnées, avec un volume impressionnant de détails qui ont comme lieu de provenance l'archive C.N.S.A.S. Je n'ai pas encore trouvé une étude qui ait comme but au moins l'analyse des aspects fonctionaux de ces véritables générateurs de missionarisme et spiritualité grecque-catholique à la lumière de leur surveillance informative. J'ai essayé, et je considère avoir réussi à remédier à cet état des choses.

Je considère que du côté positif fait partie également le troisième chapitre de l'étude. D'une plus grande envergure en ce qui concerne le contenu, ce chapitre réunit, en fait, quatre sous-chapitres distincts dédiés:

- aux structures territorial-administratives représentatives de l'Église Roumaine Unie à Rome et la situation de celle-ci au moment du déclenchement de la persécution;
- aux premiers pas du déclenchement effectif de la persécution religieuse contre le culte roumain grecque-catholique. Dans ce contexte, j'ai eu en vue la réconfiguration du cadre légal en ce qui concerne le fonctionnement des cultes religieux, la façon dans laquelle s'est effectivement déroulé le processus „*du retour*“ à l'orthodoxie, le choc de l'arrestation du Corps des évêques et des hauts représentants cléricaux de l'Église de Blaj et quelques étapes successives de l'existence à la limite du supportable, dans les catacombes, du culte uni, mis hors la loi;
- au noyau de résistance qui a existé sous l'égide de la Nonciature Apostolique de Bucarest, à partir du moment du déclenchement de la persécution contre l'Église Grecque-Catholique Roumaine jusqu'à la dénonciation unilatérale, avec le piétinement des usages diplomatiques les plus élémentaires, du Concordat avec le Saint-Siège;

- au groupement de résistance autour de la moniale grecque-catholique Maria-Ionela Cotoi, dont les adeptes étaient considérés „*des fanatiques*“ religieux par les autorités de l'État.

Au cours de ce chapitre, le poids de l'accent est posé sur l'afflux massif de l'information inédite utilisée dans le but de l'argumentation des affirmations incluses dans cette partie de la thèse. Par exemple, je considère que les détails faisant référence à la composition des équipes qui ont reçu la mission de l'arrestation des Évêques roumains uniates, ainsi que leurs rapports détaillés concernant le déroulement quant au fond des actions respectives, donnent cet aspect invoqué de nouveauté absolue. Dans la même tonalité de l'inédit et de la nouveauté se circonscrivent aussi les détails qui représentent l'offensive des autorités, tant centrales que locales, jusqu'aux niveaux hiérarchiques les plus bas du gouvernement, contre les noyaux de la résistance grecque-catholique.

Une partie de l'information provient des dossiers de surveillance informative identifiés et consultés lors de la phase de documentation, et visant le clergé roumain uniat. J'ai également repris des informations retrouvées dans les dossiers constitués à l'égard de la Représentation diplomatique du Vatican en Roumanie (le dossier d'objectif concernant la Nonciature Apostolique), ainsi que ceux visant les diplomates du Saint-Siège à Bucarest. Ainsi, malgré le fait qu'il n'est pas si bouleversant comme je l'avais imaginé, le dossier le plus volumineux s'est révélé à être celui du Régeant de la Nunciature apostolique, l'Évêque américain Gerald P.A. O'Hara. Le troisième chapitre de l'étude qui nous occupe est également important par le fait que je ne me suis pas limité à reprendre simplement les aspects que j'ai considérés pertinents et découverts lors de l'examination du fonds des archives créé par

l'ancienne Sécurité. J'ai bénéficié en plus d'une aide précieuse, quantifiée en informations nouvelles et intéressantes, qui se retrouvent parmi les matériaux existant dans l'Archive du Comité Central du Parti Communist Roumain, et qui sont mis à la disposition des intéressés par les Archives Nationales du Ministère de l'Administration et des Affaires Intérieures durant la dernière période de temps<sup>5</sup>.

De ce fait, en plus de l'instrumentaire et les moyens utilisés par la police politique de l'État communiste, j'ai également pu évaluer la vision d'ensemble, au niveau politique le plus élevé, mais aussi la manière dans laquelle les autorités gouvernementales communistes envisageaient de trancher l'affaire grecque-catholique sur l'intégralité du territoire de notre pays. Les nouveaux matériaux provenant des Archives Nationales mettent aussi en évidence, et sans le moindre doute, une autre facette de la réalité. Les membres des niveaux supérieurs qui se trouvaient à la tête du Parti Travailleur Roumain, notamment l'omnipotent dirigeant communiste Gheorghe Gheorghiu-Dej, recevaient des informations sur tout ce qui avait trait à la vie des communautés religieuses de tous les coins de la Roumanie. Ils en connaissaient un nombre impressionnant de détails, comme les noms des prêtres dans tout le pays, ou encore leur attitude vis-à-vis des aspects généraux ou particuliers qui visaient la vie religieuse. Selon ce qui ressort de l'examen des documents cités dans la thèse, il est d'autre en plus surprenant qu'ils connaissaient avec une précision d'ordre mathématique la répartition territoriale du clergé ou leur appartenance rapportée aux sympathies / antipathies / affiliations politiques.

---

5 Je rappelle ici qu'il s'agit de l'aide précieuse reçue, avec la générosité à part qui le caractérise, de Monsieur Claudiu Secașiu, et duquel je suis lié depuis longtemps par une très belle amitié. Je tiens à le remercier et à exprimer donc à nouveau ma reconnaissance pour son soutien durant toute cette période de documentation.

En ce qui concerne l'activité à Bucarest, tant au niveau de la Nonciature Apostolique, que dans le petit, mais, incroyablement persistant groupement communautaire-religieux autour de la moniale Maria – Ionela Cotoi, les aspects retenus par la thèse sont sans doute très évidents, véridiques et confirment *in corpore* les allégations que leurs membres ont été impliqués activement dans le mouvement de résistance. Mais, même les aspects évidenciés dans le contenu de cette étude, n'épuisent pas encore toutes les images liées à l'opposition acerbe qu'ils ont manifestée durant les années difficiles du régime communiste. Il s'impose donc dans le futur, et j'affirme cela sans exagérer, l'enchaînement et l'approfondissement de ces aspects et de la quantité des documents examinés. Je suis sûr du fait que les historiens n'ont pas encore exprimé leurs derniers mots en ce qui concerne ces noyaux de résistance grecque-catholique ayant activé dans la capitale du pays, et qu'ils n'ont pas encore tiré toutes les conclusions.

Finalement, le dernier chapitre de la thèse, le quatrième dans l'ordre logique de l'élaboration de l'ouvrage, traite les réalités coriaces de l'existence, en-dessous de la limite de la normalité, des témoins courageux de la liaison avec Rome, pendant l'étape du timide dégel politique du communisme. Sans avoir l'intention d'analyser unilatéralement la situation, du point de vue de l'impacte du politique sur la manifestation limitée dans l'espace publique de la vie spirituelle durant les années ténébreuses athéo-matérialistes, ce détail définitoire de ces temps-là se dévoile de soi-même. Pendant le travail de recherche, j'ai aussi essayé de faire la connexion logique entre, d'une part, la tendance éprouvée par les manifestations politiques externes des dirigeants communistes roumains pour se débarrasser de la tutelle exercée par Moscou, surtout au moment où des projets utopiques, comme le plan Valev, les mettaient dans l'embarras, et d'autre part, le système de

référence de la perspective duquel devrait être perçu à présent le geste tant débattu de l'élaboration et la diffusion de la fameuse *Declaration portant sur la position du Parti Travailleur Roumain en ce qui concerne les problèmes du mouvement communiste et travailliste international*, du 22 avril 1964.

En apparence, le geste ne conduisait pas du tout vers l'alignement de la politique roumaine à l'ouverture démontrée par les pays „*fraternels*“, en réponse à la disponibilité plus que bienveillante manifestée par la diplomatie du Vatican, réorientée vers *Ost-politik*. Une constatation évidente et qui donnait des frissonnements aux élites politiques était le fait que l'Église Roumaine Unie à Rome, Grecque-Catholique, n'avait pas encore été totalement abolie. Étant constamment informés par les agents de la Sécurité ou par les fonctionnaires du Département des Cultes, les responsables politiques de Bucarest étaient confrontés à la dramatique réalité de la continuité de survie „*ilegale*“ du culte grecque-catholique interdit, en dépit du fait que le clergé resté fidèle était emprisonné et persécuté. Il s'agit d'une situation qui a déjà fait l'objet études antérieures dans de nombreux ouvrages de spécialité, surtout après décembre 1989.

L'art de la dissimulation constituait une abilité accessible et souvent exercée par les communistes. Ils l'avaient employée avec succès dans des circonstances très variées, à plusieurs reprises. Il n'y a pas de doute que la diplomatie roumaine, en dépit d'une connaissance parfaite de la réalité interne, a joué le rôle du néophyte qui n'était pas en tort, et cela grâce aux éléments d'„*art théâtrale*“ employés. En dissimulant et mystifiant jusqu'à l'absurd, ils ont pratiqué systématiquement le jeu de la souris et du chat avec les représentants diplomatiques de la Curie Romaine, en ignorant délibérément le débattement du problème épineux du culte grecque-catholique. Dans l'espoir de pouvoir approfondir ce thème dans une



ample étude, je me rejouis pourtant d'avoir abordé génériquement et d'avoir traité dans la thèse une partie signifiante de ces détails<sup>6</sup>. Toutefois, je n'ai pas la certitude d'avoir pu finaliser tout ce que je m'étais proposé ou tout ce qu'il fallait dire dans ce sens.

Les lignes dédiées à la résistance des uniates, exprimée contre un traitement abusif et en même temps injuste (nedemn – non mérité) pour une communauté ecclésiastique avec autant de mérites reconnus pour l'histoire de notre nation, ne pouvaient pas éviter „*les taches blanches*“, les espaces „*sensibles*“ qui visaient justement ces détails moins connus. Parmi ces aires pleines d'inédit que j'ai essayé de déchiffrer par l'intermède des affirmations écrites en tant qu'auteur de ce mémoire, je propose la lecture des fragments du quatrième chapitre, qui font référence aux visites des émissaires du Vatican en Roumanie pendant l'époque totalitariste-communiste. Ici aussi, je me sens obligé de faire remarquer l'impressionnante „*generosité*“, qui pourrait devenir proverbiale, des agents de l'ancienne Sécurité quand il s'agit de rélater jusqu'au plus petits détails ces contacts qu'ils ont eus dans des endroits différents sur le territoire du pays.

Il est évident que tout ce qui concerne leurs rencontres avec les hauts représentants cléricaux de la hiérarchie de l'Église Catholique de rite latin de Roumanie a été cerné par le Département des Cultes et recevait, selon les schémas suggérés par la Sécurité, la „*bénédiction*“ de la direction supérieure de parti et d'État. D'ailleurs, la plupart des conversations téléphoniques qui ont eu lieu à l'époque et concernant ce sujet ont été conservées grâce aux enregistrements réalisés par les moyens spécifiques de la technique opérative, moyens installés antérieurement dans les édifices de l'Église Catholique de rite latin par les équipes de techniciens de la

---

6 Dans ce sens, des précurseurs ont été par exemple les historiens Ioan Marius Bucur et Ovidiu Bozgan.

Sécurité. Je me suis rendu compte qu'il existe, paradoxalement, des morceaux des conversations portées dans le cadre des entrevues bilatérales auxquels il n'y a pas de référence faite dans les matériaux qui proviennent de l'archive de la police politique. Ceci ne constitue pas une faute à imputer aux techniciens employés par la Sécurité. La plupart des personnes qui ont „bénéficié“ des „services“ prestés par ceux-ci ont reconnu leur professionnalisme qui, d'après ce que nous pouvons constater selon les réverbérations médiatiques, se prolonge jusqu'à nos jours. Ensuite, il ne s'agit pas de déficiences techniques, imputables à l'état incipient des moyens techniques d'enregistrement et restitution à ce moment-là. Il s'agit seulement de quelque chose d'extrêmement simple. Les conversations ne nous sont pas parvenues à cause du fait que tant les diplomates du Saint-Siège, que les hauts prélats catholiques de rite latin étaient conscients qu'ils étaient surveillés avec assiduité. C'est ainsi que, selon ce que j'ai pu constater, ils ont porté leurs discussions les plus sensibles en dehors des murs des bâtiments ecclésiastiques, dans les jardins ou les parcs afférents aux résidences épiscopales.

Je me suis attardé, non sans raison, pour analyser ces mandats diplomatiques entrepris par les émissaires de l'Église Catholique de rite latin dans notre pays. Il est ainsi possible de démontrer que Rome n'abandonnait pas ses fidèles. Ou encore, qu'en dépit de l'amnésie chronique des représentants des autorités politiques roumaines, abilement dissimulée, le Saint-Siège n'a pas cessé à insister pour la révision de l'état juridique du culte roumain uniat, jetté par un décret infame dans le sous-sol de l'illégalité. Mon intention a été de démêler les méandres profondes et compliquées du dialogue des „sourds“ entre le Saint-Siège et la République Socialiste Roumaine, en analysant les entrées des diplomates du Saint-Siège dans le pays, principalement pendant les décennies sept-

huit du siècle passé, et en les rapportant symétriquement aux visites des à Rome délégations roumaines du plus haut niveau politique.

Il serait encore important de préciser ici que j'ai aussi esquissé dans le contexte généreux donné l'effort extraordinaire manifesté par la hiérarchie ecclésiastique roumaine unie, survivante des prisons du goulag roumain. En dépit des difficultés dans lesquelles ils avaient été jettés par le fonctionnement clandestin dans le souterrain des catacombes, ils ont manifesté des efforts appréciables pour maintenir vivante la conscience de l'appartenance à l'Église de Blaj. Ils ont continué à donner un sens le plus normalement possible pour garder et transmettre aux générations futures le „*flambeau*“ inconfondablement et plastiquement invoqué par Mircea Eliade.

Le revirement produit après 1989 reste un miracle divin. Le ressort qui a déterminé l'élan du moment demeure une vérité encore opaque. La tension de la vie en dessous de la limite de la légalité était amplifiée par l'érosion des structures illégales, malgré les efforts au-dessus du pouvoir humains du Cœur des évêques grecque-catholique clandestin de les remplacer par des solutions plus ou moins viables. J'ai évidencié vers la fin de ma thèse des aspects de ces recherches d'identité qui ont marqué la période antérieure à la „*sortie à la lumière*“. Sans doute, la reconnaissance des injustices supportées, ainsi que le timide rétablissement des années '90 ne peuvent pas être séparés de l'image inconfondable du haut prélat Alexandru Todea. „*Les souffrances du deuxième accouchement*“ de l'Église Roumaine Unie doivent énormément à celui qui a été le deuxième cardinal roumain de nos temps. Ses propres efforts ou ceux des personnes qui le secondaient, comme par exemple l'Évêque Ioan Ploscaru, réussis ou non, ont assuré le transfert „*de l'esclavage vers la liberté, des ténèbres vers la lumière*“<sup>7</sup>.

---

7 Expression déjà consacrée, reprise, du texte du manifeste de proteste du Corps

Il est évident qu'il y a encore des questions non suffisamment clarifiées. La situation est facilement explicable, car les sources historiographiques examinées ne produisent pas toutes les élucidations attendues. Il reste toujours à élucider la sinuosité nuisible des rapports entre les deux Églises roumaines sœurs: l'Église Orthodoxe Roumaine et l'Église Roumaine Unie à Rome. Ce qui a provoqué la discorde préjudiciable, parfois irréductible d'entre elles, mis à part tout ce qui a été écrit pendant le passé historique, demeure encore comme objet d'étude. Leur retrouvaille commune, dans un futur non marqué par les ombres néfastes du passé, constitue un idéal vers lequel nous ne pouvons qu'aspirer à ce moment. Certains aspects controversés paraissent aujourd'hui de plus en plus difficile à apprécier, parfois justement à cause du passage du temps.

Mais ce qui s'est passé avant devra revu et révisé au moment où la passion qui s'est renversée tant d'un côté que de l'autre se sera estompée; ou encore, quand ceux qui ont été impliqués, de n'importe quelle manière que ce soit, offriront les détails qui manquent pour l'instant et grâce auxquels il sera possible de tirer une conclusion la plus pertinente et objective possible. Mais le raffinement et la perversité des moyens employés à ce moment-là, dans le ténébreux et espérons-le irrépétable passé proche, ont fait surgir à l'époque des fruits empoisonnés qui ont éloigné le moment des clarifications, et qui sont cueillis encore aujourd'hui. Les recherches durant les dernières décennies ont mis en évidence le fait que le régime communiste a mené une guerre systématique, intense et viscérale contre tout ce qui représentait l'idée de culte, religion ou Église. La subtilité de la lutte, surtout contre les manifestations spirituelles, se basait sur la tentative de la possession de l'âme humaine. La

---

des évêques roumains uniates formuléc contre le Projet de Constitution de la République Populaire Roumaine, pendant le printemps de l'année 1948.

tentative s'est déroulée pendant la totalité de la période de l'existence du régime communiste dans l'espace roumain.

Il fallait que tout ce qui définissait l'intimité humaine, la religiosité intérieure ou la propriété privée extérieure, doive disparaître peu à peu, pour laisser parallèlement la place aux nouvelles idéologies athéistes. Le coût énorme de l'utopie du socialisme-communisme est quantifié en classes sociales détruites sans pitié, en élites abattues et en destins brisés de façon dramatique. Sans doute, par l'inspiration divine et en appliquant la disposition de l'amour, le temps apportera toutes les clarifications nécessaires, tant attendues, ainsi que la guérison générique de la nation roumaine entière.